



DÉCLARATION DU CONSEIL DES ATIKAMEKW DE WEMOTACI
SOMMET SUR LA GOUVERNANCE DU CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW
3-4-5 JUIN 2022

Kwei à tous,

Les Atikamekw Nehirowisiw sont un peuple composé de personnes qui aiment profondément leur territoire, leur langue et leurs traditions. Nous nous sommes défendus et nous continuons de trouver des espaces d'autodétermination pour sortir de la marginalisation socio-économique et contrer les effets de la colonisation.

Mais les Atikamekw Nehirowisiw ne forment pas un bloc d'une seule couleur. Notre histoire n'est pas celle d'une seule structure politique, d'un seul homme, ni d'une seule opinion.

Les Atikamekw Nehirowisiw, ce sont Wemotaci, Opitciwan, Manawan, le CNA, les chefs de territoires, les familles et nos membres urbains de plus en plus nombreux dont les enfants n'ont pas accès à l'enseignement du programme bilingue implanté dans les écoles primaires de nos communautés. Au cœur de tout ça, on retrouve des jeunes (et des moins jeunes) fiers de leur culture et de leur territoire.

Les structures politiques dont on se dote comme nation doivent être au service de nos membres et de nos communautés locales. Quand les structures politiques dont on se dote ne servent plus l'intérêt des membres et des communautés, c'est un signe qu'elles doivent évoluer.

Le CNA a besoin de changer et d'accepter de revoir sa structure de gouvernance. On perçoit souvent les structures politiques comme un bloc de roche, difficile à bouger ou à modifier. La vérité, c'est que nos réalités changent, elles évoluent, et que nos structures politiques doivent évoluer avec elles. Refuser de changer le CNA, c'est refuser de voir les fissures qui existent dans sa gouvernance et refuser une opportunité d'améliorer les choses.

Ces fissures dans la gouvernance du CNA nuisent au développement socio-économique de Wemotaci. C'est un problème majeur parce que la pauvreté n'arrive jamais seule. C'est une racine de laquelle pousse une panoplie de problèmes qui viennent nuire à la santé et au bien-être de notre communauté.

À Wemotaci, on est tanné de cette pauvreté-là. On veut s'en sortir et on a besoin de tous les outils à notre disposition pour y arriver. Le CNA doit devenir un outil qui permet de nous aider au développement socio-économique et non être un obstacle.

Par exemple, ce n'est pas normal que les communautés n'aient pas facilement accès à l'information détenue par le CNA. Tout le travail de cartographie, l'accès aux archives, les expertises et les études qu'a développées le CNA doivent être au service des communautés et partagé avec les communautés. Aujourd'hui, il est très difficile d'accéder à ces informations qui appartiennent pourtant à tout notre peuple, pas juste au CNA. C'est un problème majeur.

De notre côté, on travaille fort pour que le vent tourne à Wemotaci.

- On a adhéré à la *Loi sur la gestion financière des premières nations*, ce qui nous a permis d'obtenir un financement sur 10 ans et d'obtenir plus d'autonomie au niveau de nos finances. Ce financement là nous permet de soutenir d'autres projets de développement au sein de notre communauté.
- Le budget de notre corporation de développement économique Nikanik est passé de 40 000\$ annuellement à un budget d'environ 300 000\$ en quelques années seulement. On a créé un centre d'affaires et on a maintenant environ 183 millions de dollars de projets de développement dans la communauté.
- On continue d'affirmer nos droits sur le territoire en concluant une entente avec la minière Imerys. Pour la première fois en 50 ans, la mine devra compenser les Atikamekw Nehirowisiw pour ses impacts sur le territoire et agir en partenaire du développement socio-économique de notre communauté.
- On a une rencontre prévue sous peu avec le ministère des transports au sujet de l'état désastreux et dangereux des routes intercommunautaires.
- On a créé une alliance avec des communautés innu et anishnaabe pour amener Hydro-Québec à mettre en place une table de négociation sérieuse pour améliorer les processus de consultations et d'accommodements et discuter de compensations pour les dommages causés par leurs barrages et les réservoirs sur nos territoires.
- On a mis en demeure le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles et le ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs du Gouvernement du Québec pour demander un changement dans notre relation en matière de foresterie et pour l'émission de baux de villégiatures sur le territoire. On a confiance que cette démarche va porter fruit.

On travaille fort pour que le vent tourne à Wemotaci et ce mouvement est ultimement bénéfique à l'ensemble des communautés atikamekw. On trace un chemin. Mais on a besoin d'avoir une instance centrale qui travaille avec nous. Qui pousse le vent dans notre dos au lieu d'à contre sens.

Wemotaci réitère depuis longtemps que la gouvernance du CNA doit être revue. La priorité numéro 1 doit être **la mise en œuvre des recommandations du Diagnostic organisationnel et opérationnel**. Ce diagnostic organisationnel a été réalisé par une firme indépendante et s'appuie sur une démarche représentative des enjeux auxquels nos organisations font face.

L'énoncé de position du Conseil des Atikamekw de Wemotaci sur la réforme de la gouvernance du CNA propose des pistes de solution précises pour améliorer la structure de gouvernance du CNA, notamment :

1. Clarifier la définition, le mandat, le rôle et les responsabilités du Grand Chef;
2. Clarifier la définition, le mandat, le rôle et les responsabilités du Conseil d'administration du CNA;
3. Clarifier la définition, le mandat, le rôle et les responsabilités de l'Assemblée générale du CNA;
4. Modifier la composition du Conseil d'administration du CNA;
5. Créer un « Bureau des négociations territoriales atikamekw » indépendant du CNA et autonome dans la gestion du budget de la négociation;
6. Mettre sur pied une instance politique indépendante du CNA;
7. Convenir d'un nouveau Protocole d'entente politique pour remplacer celui de 2002;
8. Mettre la mise en œuvre le nouveau Protocole d'entente politique sous la responsabilité de la Table des éluEs;
9. Mettre en œuvre les recommandations du Diagnostic organisationnel; et
10. Produire un plan global de communication.

Les Atikamekw Nehirowisiw ont besoin d'une structure nationale qui est capable de se remettre en question, capable de reconnaître ses failles et qui accepte de revoir son fonctionnement. Il faut parfois couper des branches pour permettre à l'arbre de pousser plus haut.

On est dans un contexte favorable pour faire avancer la réalité des Atikamekw Nehirowisiw. Il faut profiter du climat de réconciliation pour créer une nouvelle relation avec les gouvernements du Québec et du Canada et mettre en place des partenariats favorables avec les autres utilisateurs de nos territoires. Mais on ne pourra pas profiter de ce contexte si on garde la même stratégie qui nous a mené à des avancées à pas de tortue depuis plus de 40 ans. Trop de générations se sont succédées sans voir de grandes améliorations concrètes à leur quotidien.

L'heure est à l'action, aux mesures immédiates. On veut que cette génération, nos jeunes, bénéficient du développement économique sur le territoire.

Mais pour que cette vision là se réalise, la gouvernance du CNA doit changer. En ce moment, on est trop faible pour être fort à une table de négociation. Il ne faut pas oublier que malgré le contexte qui est plus favorable que jamais pour notre autodétermination, la réussite d'une négociation territoriale globale est loin d'être gagnée.

- Le Gouvernement du Québec n'a jamais adhéré à la *Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones*;
- Le Gouvernement du Québec conteste la validité de la Loi C-92 et notre droit à s'autodéterminer pleinement en matière de protection de l'enfance;
- Le Gouvernement du Québec continue de nier fréquemment le droit à l'autodétermination des peuples autochtones; et
- Le Gouvernement du Québec vient tout juste d'adopter la loi 96 pour protéger la langue française sans la moindre considération pour la protection des langues autochtones qui sont pourtant en grand danger.

Dans le contexte politique actuel, les chances de voir naître un traité à la hauteur de nos attentes sont faibles si nous sommes incapables de discuter entre nous sur le futur de notre gouvernance. Si on marche ensemble vers l'autodétermination, les structures locales doivent sentir qu'elles ont une voix et une place au sein de la structure de gouvernance nationale des Atikamekw Nehirowisiw. À la manière d'une chorale, c'est en additionnant nos voix que nous saurons être entendus.

Depuis longtemps, Wemotaci soulève la nécessité de revoir les structures politiques et administratives du CNA. Vous le savez, on est même allé jusqu'à se retirer complètement du CNA l'année dernière pour protester contre l'absence de volonté de revoir la gouvernance nationale. Depuis, afin de démontrer notre bonne foi et notre volonté sincère de contribuer aux discussions, les élus du Conseil des Atikamekw de Wemotaci ont tendu la main au CNA et ont demandé à plusieurs reprises d'être réintégrés dans leur statut de membre votant. Ces demandes sont restées sans réponses positives.

On refuse de nous entendre et on refuse d'accepter que des changements doivent être faits. On a la chance d'avoir un rapport qui a été fait spécialement pour nous aider à améliorer le CNA : le Diagnostic organisationnel et opérationnel, mais on se bute à un manque de volonté politique à le mettre en œuvre. Pourtant, les constats qui sont présentés dans ce rapport ne datent pas d'hier. Le rapport Saganash-Tremblay, rédigé il y a plus de vingt ans, identifiait déjà les mêmes éléments, les mêmes fissures. Ça démontre que les problèmes que l'on soulève aujourd'hui ne sont pas que le fruit de conflits de personnalités, mais bien des problèmes structurels et cycliques que le CNA doit prendre en considération pour nous permettre d'avancer.

Il est plus que nécessaire de prendre conscience de l'importance du rôle des structures locales pour s'assurer que chaque entité travaille sur les dossiers sur lesquels elle est la mieux placée pour travailler.

À titre d'exemple, lorsqu'il est question d'élections, le CNA peut décider s'il souhaite fixer la date de ses propres élections, mais ne peut pas prétendre avoir la compétence d'imposer des élections à dates fixes pour chacune des communautés; cela relève des codes électoraux qui sont propres à chaque communauté.

Le CNA devrait plutôt se concentrer sur les enjeux fondamentaux qui sont communs aux trois communautés, mais sans s'ingérer dans nos affaires internes.

Manawan n'a pas les mêmes besoins que Wemotaci qui n'a pas non plus les mêmes besoins qu'Opitciwan. Notre structure nationale devrait tenir compte de ces particularités et respecter qu'un développement socio-économique doit avant tout se faire à l'échelle locale pour être réellement adapté.

Bref, la refonte complète du CNA est urgente et nécessaire. Décider de notre destin politique implique que nous devons parfois avoir des discussions difficiles, échanger nos visions, afin d'avoir des structures politiques qui soient à la hauteur de nos ambitions.

Nous souhaitons avoir le courage d'entreprendre ces discussions difficiles et nécessaires

pour l'avenir de notre Nation,

pour l'avenir de nos communautés,

et celui de nos futures générations.

Mekwetc,



François Neashit, Chef

Conseil des Atikamekw de Wemotaci